

Consommation et modes de vie

N° 262 • ISSN 0295-9976 • juillet 2013

Régis BIGOT, Patricia CROUTTE, Emilie DAUDEY, Sandra HOIBIAN et Jörg MÜLLER

Le bien-être progresse-t-il moins vite que le produit intérieur brut ?

La richesse nationale mesurée à travers le produit intérieur brut a longtemps été le principal étalon de l'évolution du bien-être des populations. De nombreux décideurs publics, économistes ou commentateurs ont, en permanence, les yeux rivés sur les variations du PIB.

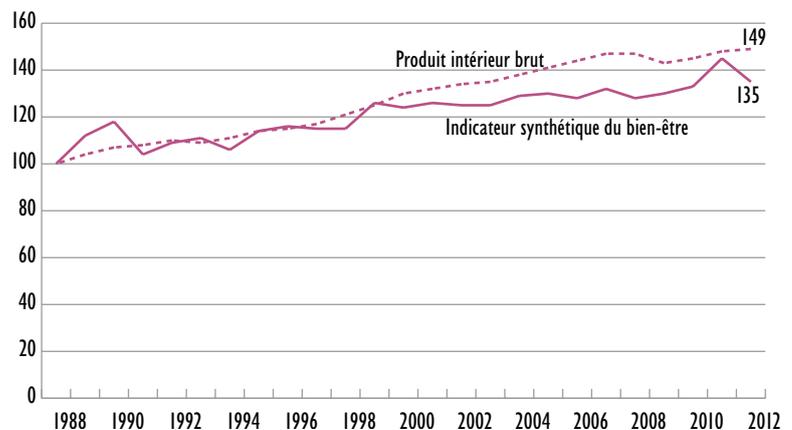
Pourtant, les critiques se multiplient contre cette tentation de réduire à un indicateur économique les multiples dimensions du bien-être des populations. En 2009, la commission Stiglitz-Sen-Fitoussi a fortement encouragé les chercheurs à renouveler leurs approches. Dans cette optique, le CRÉDOC a mobilisé l'historique des données de l'enquête « Conditions de vie et aspirations », laquelle, depuis le début des années 1980, examine chaque année l'évolution des conditions de vie et des opinions de nos concitoyens.

Il ressort de cette analyse que l'amélioration des conditions de vie matérielles et l'élévation du niveau de qualification observées depuis une trentaine d'années n'ont pas empêché l'enracinement du sentiment d'insécurité sociale et économique, la propagation d'un certain mal-être et l'augmentation des disparités de modes de vie et de perception entre les bas revenus et les hauts revenus. Depuis 25 ans, le bien-être aurait finalement augmenté moins vite que le PIB.

> Décrochage du bien-être depuis le début des années 2000

Selon l'indice synthétique élaboré par le CRÉDOC, le bien-être aurait progressé, depuis 25 ans, à un rythme moins soutenu que celui du produit intérieur brut : +1,3 % par an pour le bien-être, contre +1,7 % par an pour le PIB. Le décrochage aurait eu lieu au début des années 2000 : entre 1988 et 2000, le bien-être aurait progressé de +1,8 % par an, contre +0,7 % par an depuis 2000. Le ralentissement correspond à la période qui suit l'éclatement de la « bulle Internet » et où sont apparus, dans l'opinion, une insatisfaction croissante vis-à-vis du pouvoir d'achat, un enracinement du sentiment de déclasserement social, une défiance plus prononcée à l'égard des institutions et une attirance plus marquée pour le radicalisme politique.

DEPUIS LE DÉBUT DES ANNÉES 2000, LE BIEN-ÊTRE PROGRESSERAIT MOINS VITE QUE LE PIB
Indice synthétique pondéré du bien-être*, base 100 en 1988



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations » et INSEE, comptes nationaux.
* L'indicateur est calculé comme une moyenne pondérée de 11 dimensions (comprenant au total 60 variables) tenant compte de la situation financière, du patrimoine, de l'équipement du foyer, des conditions de logement, des loisirs et du temps libre, de la situation professionnelle, de la participation à la vie citoyenne, de l'état de santé ressenti, du lien social, du sentiment de sécurité et du niveau d'éducation.

> Plusieurs indicateurs du bien-être sont au rouge

Toutes les dimensions du bien-être n'ont pas évolué de la même manière. Depuis 25 ans, les contraintes financières de nos concitoyens sont plus fortes, leur situation professionnelle est plus précaire, ils ont plus souvent l'impression d'être en mauvaise santé et sont plus perméables au sentiment d'insécurité. De surcroît, dans de nombreux domaines, des inégalités de modes de vie et de perception se sont renforcées entre le haut et le bas de l'échelle des revenus. En revanche, le niveau d'éducation a crû, l'équipement du foyer s'est amélioré, la qualité des logements a progressé, le lien social s'est renforcé et les pratiques de loisirs se sont développées.

> Des budgets de plus en plus contraints

Contrairement à ce que l'on entend dire parfois, le niveau de vie des Français n'a pas baissé sur longue période : entre 1988 et 2012, le pouvoir d'achat par personne a progressé de 35 %. En revanche, il s'est accru de manière inégale entre les différentes catégories de la population, les hauts revenus distançant de plus en plus les classes moyennes (+44 % pour les hauts revenus depuis 1988, contre +27 % pour les classes moyennes). De plus, les dépenses « contraintes » telles que le logement, l'eau, l'énergie, les assurances, les impôts, les abonnements téléphoniques et internet ont augmenté beaucoup plus rapidement que les revenus : ces charges représentent aujourd'hui 35 % du budget des ménages, contre 20 % il y a trente ans. Si bien que les marges de manœuvre des consommateurs sont de plus en plus réduites et que les restrictions budgétaires touchent de plus en plus de postes. Cela renforce le sentiment de déclassement : actuellement, 70 % des Français ont le sentiment de faire partie des classes sociales inférieures, contre 60 % en 1999. Une personne sur deux a même l'impression que son niveau de vie s'est dégradé depuis 10 ans.

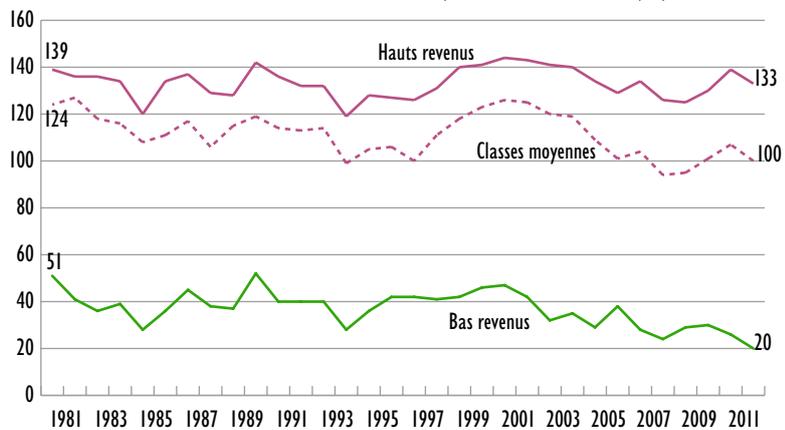
ÉVOLUTION DU BIEN-ÊTRE EN FRANCE ENTRE 1988 ET 2012

	Évolution du bien-être dans l'ensemble de la population	Évolution des écarts de bien-être entre les bas revenus et les hauts revenus
Situation financière	Légère dégradation	Augmentation
Patrimoine	Stabilité du taux de détention	Augmentation
Équipement du foyer	Très forte amélioration	Diminution
Conditions de logement	Légère amélioration	Augmentation
Loisirs et temps libre	Amélioration	Diminution
Situation professionnelle	Dégradation depuis 1990	Augmentation
Vie citoyenne	Stable en tendance	Stable en tendance
État de santé ressenti	Dégradation	Augmentation
Lien social	Légère amélioration	Augmentation
Sentiment de sécurité	Dégradation	Augmentation
Niveau d'éducation	Amélioration	Des disparités stables mais importantes

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations ».

AUGMENTATION DES DIFFÉRENCES EN MATIÈRE DE SITUATION FINANCIÈRE

Indice de situation financière*, base 100 en 1981 pour l'ensemble de la population



* L'indice de situation financière est calculé à partir des indicateurs suivants : disposer de revenus supérieurs à 70 % du revenu médian, avoir le sentiment de se restreindre budgétairement sur moins de 3 postes, avoir le sentiment que son niveau de vie s'est amélioré ou est resté le même au cours des 10 dernières années.

Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et Aspirations ».

Guide de lecture : La situation financière des hauts revenus est à peu près stable depuis le début des années 1980, tandis que celle des bas revenus et des classes moyennes s'est dégradée.

> L'insécurité professionnelle progresse

Depuis une trentaine d'années, le marché de l'emploi s'est profondément transformé avec la progression du salariat, le développement des emplois de services et la généralisation du travail des femmes. Dans le même temps, le ralentissement de la croissance économique s'est traduit par une augmentation du chômage de masse (plus de 10 % de la population active en 2013 ; seulement 3,5 % en 1975), le développement du travail à temps partiel (18 % aujourd'hui, contre 10 % au début des années 1980), et la précarisation des statuts d'emploi (20 % d'actifs en CDD aujourd'hui,

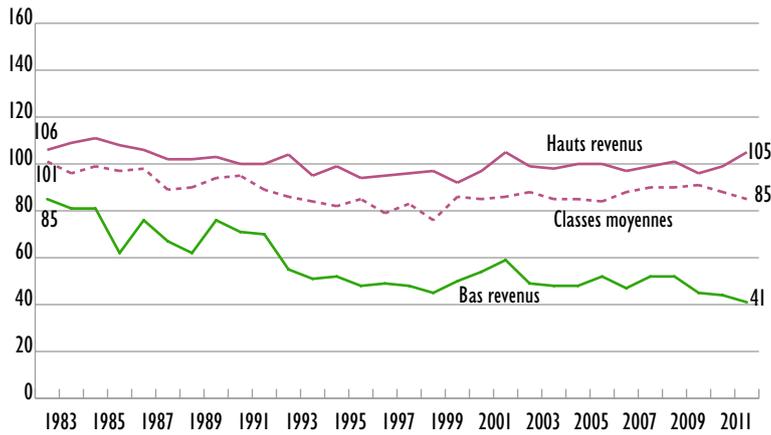
9 % au début des années 1990 ; 6 % des salariés du secteur privé en intérim, 3 % il y a vingt ans). Les bas revenus ont été les plus touchés par cette insécurisation des parcours professionnels, mais les classes moyennes n'ont pas été épargnées et, en fin de compte, seuls les hauts revenus ont pu maintenir une certaine stabilité dans leur emploi.

> L'état de santé perçue se dégrade

L'état de santé des Français est globalement bon. L'espérance de vie à 65 ans est la troisième plus élevée de l'Union européenne avec 81,6 ans derrière l'Italie (81,9) et l'Espagne (81,8). Et la mortalité des personnes de moins de

L'EMPLOI DES CLASSES MOYENNES ET DES BAS REVENUS EST DE PLUS EN PLUS PRÉCAIRE

Indice d'évolution de la situation professionnelle*, base 100 en 1983 pour l'ensemble des actifs



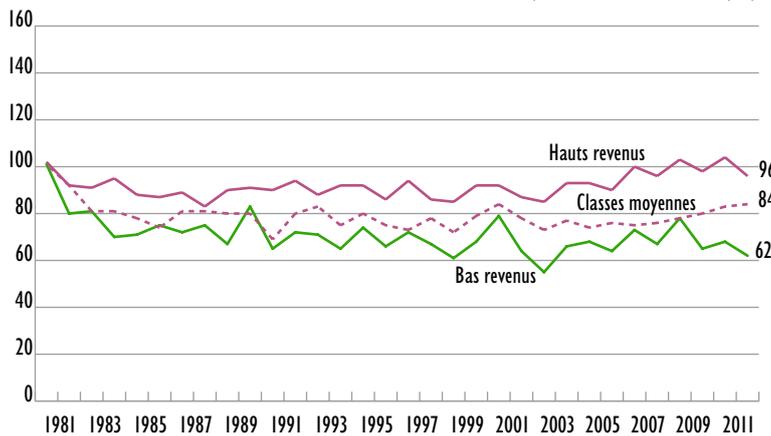
* L'indice est calculé à partir des indicateurs suivants : n'est pas au chômage, est salarié à temps plein ou à son compte.

Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et Aspirations ».

Guide de lecture : La situation professionnelle des classes moyennes et des bas revenus s'est dégradée depuis 1983, tandis que celle des hauts revenus est restée à peu près stable.

LES BAS REVENUS SE SENTENT DE MOINS EN MOINS SOUVENT EN BONNE SANTÉ

Indice d'évolution de la santé ressentie*, base 100 en 1981 pour l'ensemble de la population



* L'indice est calculé à partir des indicateurs suivants : estime son état de santé satisfaisant par rapport aux personnes de son âge, ne souffre pas d'un handicap ou d'une maladie chronique, n'a pas souffert d'insomnie, de nervosité, de maux de tête, de maux de dos et d'état dépressif au cours des 4 dernières semaines.

Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et Aspirations ».

Guide de lecture : Les bas revenus et les classes moyennes déclarent un état de santé moins bon aujourd'hui qu'au début des années 1980.

65 ans est en forte régression ces 30 dernières années, grâce notamment à la baisse des comportements à risque (consommation de tabac, d'alcool, accident de la route, etc.).

Malgré cette amélioration objective, nos concitoyens ne se sentent pas en meilleure santé. Au contraire : la proportion d'individus qui considèrent que leur état de santé est satisfaisant diminue régulièrement, passant de 90 % à 84 % en vingt ans. Les raisons de cette baisse sont multiples. L'espérance de vie augmente, mais avec l'âge, les maladies chroniques et l'incapacité augmentent. De récents travaux de l'INED

indiquent que l'espérance de vie sans incapacité a tendance à diminuer ces dernières années. Par ailleurs, l'enquête du CRÉDOC « Conditions de vie et aspirations » révèle une augmentation du nombre de personnes faisant état de souffrances psychiques ou physiques : en 2012, 33 % sont tourmentées par l'insomnie (contre 19 % en 1979), 47 % se plaignent de maux de dos (29 % en 1979) et 40 % signalent de la nervosité (27 % en 1979).

Surtout, on observe une nette divergence entre les catégories sociales. Alors que les hauts revenus témoignent d'un état de santé ressenti très proche

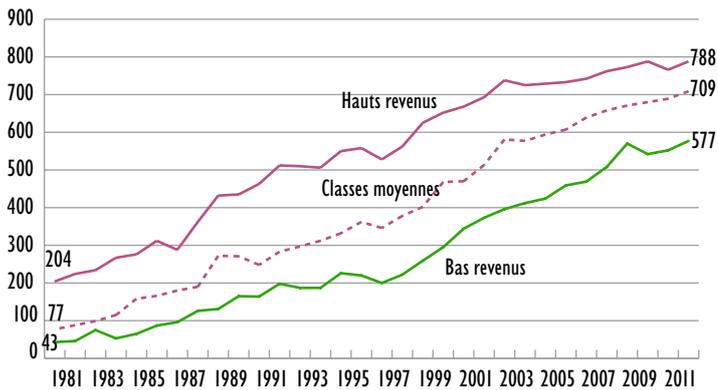
en 2012 de ce qu'il était en 1980, les indices des classes moyennes et des bas revenus ont subi un net décrochage. La baisse est surtout marquée chez les bas revenus. La croissance des inégalités en matière de santé a déjà été pointée par plusieurs études : les différences de mortalité entre les ouvriers et les cadres se sont accrues ces dernières années dans pratiquement tous les domaines, qu'il s'agisse des maladies cardio-vasculaires, des cancers, des accidents, des problèmes dentaires ou de la santé mentale. De quoi alimenter une idée de plus en plus répandue en France selon laquelle « on est mieux soigné quand on a de l'argent et des relations » : 37 % de nos concitoyens partagent ce point de vue en 2012, contre 26% en 1981.

COMMENT MESURER L'ÉVOLUTION DU BIEN-ÊTRE ?

La mesure du bien-être est un exercice délicat dans la mesure où l'objet même est une notion protéiforme aux contours incertains. Nous avons choisi de définir le bien-être comme un ensemble d'éléments, objectifs et subjectifs, contribuant à la qualité de vie, telle qu'elle est appréciée par nos concitoyens. Notre mesure du bien-être repose sur les déclarations d'un échantillon représentatif de la population française : l'enquête « Conditions de vie et aspirations » du CRÉDOC. L'intérêt de cette approche est de pouvoir disposer d'une grande variété d'indicateurs (60 variables) sur longue période (25 ans), en adoptant le point de vue de la population. Parmi les indicateurs, figurent des éléments « objectifs » (l'équipement du foyer, la taille du logement, les revenus perçus, les pratiques culturelles, la sociabilité, les pratiques de loisirs, le niveau de diplôme, etc.) et des éléments « subjectifs » (les contraintes financières ressenties, la perception de son état de santé, la satisfaction déclarée par rapport à son cadre de vie, le sentiment de sécurité, etc.). Pour élaborer l'indice synthétique, nous avons regroupé les 60 variables en 11 dimensions, lesquelles ont été mêlées et pondérées selon leur impact sur la propension à déclarer que l'on est heureux. Malgré tout le soin que nous avons consacré à son élaboration, cet indice synthétique doit être considéré comme une mesure approximative du bien-être : il est toujours délicat d'agréger, en une seule dimension, plusieurs variables relevant de domaines divers ; et malgré la richesse de l'enquête, tous les aspects des conditions de vie contribuant au bien-être n'ont sans doute pas été intégrés dans cet indice.

TRÈS FORTE PROGRESSION DE L'ÉQUIPEMENT DU FOYER

Indice d'évolution de l'équipement*, base 100 en 1981 pour l'ensemble de la population



* L'indice d'évolution de l'équipement calculé à partir des variables suivantes : dispose d'une voiture, d'un lave-vaisselle, d'une télévision, d'un ordinateur, d'un téléphone fixe, d'un téléphone mobile, d'Internet.

Source : CRÉDOC, enquête « Conditions de vie et Aspirations ».

Guide de lecture : L'équipement des bas revenus s'est nettement amélioré depuis 1981, comme celui des classes moyennes et des hauts revenus.

> Le bien-être progresse malgré tout

Malgré ces évolutions traduisant la diffusion d'un certain mal-être et des conditions de vie plus difficiles pour une partie de la population, le bien-être continue globalement de progresser, notamment grâce à des conditions de vie qui s'améliorent continuellement sur certains points, en particulier le confort des logements et l'augmentation du temps libre et des loisirs.

L'équipement en biens durables a beaucoup progressé au cours des trente dernières années. Tout le monde ou presque dispose d'une télévision, 79 % des Français ont l'usage d'une voiture (+6 points par rapport à 1981), plus d'une personne sur deux dispose d'un lave-vaisselle (20 % seulement il y

a trente ans). Et depuis une quinzaine d'années, les équipements en technologies de l'information et de la communication se sont diffusés à une vitesse exceptionnelle : en 2012, 87 % de la population disposent d'un téléphone mobile (3 % en 1993), 79 % sont équipés d'un ordinateur (10 % en 1989) et 76 % bénéficient d'une connexion à Internet (4 % en 1999). Cet élan d'équipement tous azimuts s'est accompagné d'une forte réduction des inégalités, le « fossé numérique » tendant lui-même à se combler.

On dit souvent, à juste titre, que le logement représente une très lourde charge dans le budget des ménages, mais il convient aussi de rappeler que, sur longue période, la qualité des habitations n'a cessé de s'améliorer : en vingt ans, nous avons gagné 10 mètres

carrés par personne en moyenne par logement et quasiment plus aucune habitation n'est dépourvue de toilettes ou de douche alors que c'était encore le cas de 15 % des logements jusqu'au début des années 1980. Globalement, 86 % des Français sont satisfaits de leur cadre de vie quotidien (+7 points par rapport à 1981) et 87 % estiment que la taille de leur logement est convenable (+9 points durant la même période).

> Plus de temps libre, davantage de loisirs

L'augmentation du temps libre et des loisirs fait partie des indicateurs qui évoluent positivement. S'inscrivant dans une tendance plus que séculaire, la durée du travail a diminué en France entre le début des années 1980 et 2012, passant de 42 heures par semaine à 36 heures. Les enquêtes « emploi du temps » de l'INSEE indiquent par ailleurs que le temps nécessaire à faire le ménage, s'occuper de son foyer, manger, dormir, se laver et se préparer a également diminué. Si bien que le temps libre a progressé de 25 minutes par jour par rapport au milieu des années 80. Les Français en profitent pour aller plus souvent au cinéma (70 % aujourd'hui, contre 48 % en 1988), faire davantage de sport (47 % fréquentent un équipement sportif, contre 35 % en 1988) et passer plus de temps à la bibliothèque (35 %, contre 25 %) ; ils sont plus nombreux à faire partie d'une association culturelle ou de loisirs (19 %, contre 15 %). ■

Pour en savoir plus

- > Cet article s'appuie sur une recherche plus détaillée : *L'évolution du bien-être en France depuis 30 ans*, Régis Bigot, Patricia Crouette, Emilie Daudey, Sandra Hoibian et Jörg Müller, Cahier de recherche du CRÉDOC, n°298, décembre 2012, <http://www.credoc.fr/pdf/Rech/C298.pdf>
- > Les résultats reposent sur l'analyse de 30 années d'observations conduites à travers l'enquête « Conditions de vie et aspirations ». Cette enquête est menée auprès d'un échantillon renouvelé et représentatif de la population résidant en France, âgée de 18 ans et plus. La méthode est celle des quotas (sexe-âge, profession, région et taille d'agglomération) ; la collecte des données est réalisée en face-à-face, au domicile des personnes interrogées.
- > Les classes de revenu présentées ici sont définies de la manière suivante : les « bas revenus » correspondent aux personnes dont le niveau de vie par unité de consommation est inférieur à 70 % du niveau de vie médian, les « hauts revenus » sont les personnes dont le niveau de vie dépasse 150 % du niveau de vie médian ; les « classes moyennes » se situent entre les deux.